

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 59

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

59^a Sessione plenaria
(Parigi, 30 novembre-2 dicembre 2010)

Raccomandazione n. 866 ⁽¹⁾

Sulla ricerca in materia di sicurezza nell'Unione europea: valutazione
del VII Programma quadro ⁽²⁾

Trasmessa il 28 gennaio 2011

L'ASSEMBLÉE,

(i) Rappelant sa Recommandation n. 782 du 21 juin 2006 sur la recherche en matière de sécurité en Europe où il était déclaré que la recherche et le développement technologique (RD&T) sont deux facteurs déterminants de la croissance économique nationale et européenne;

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 1er décembre 2010, au cours de sa 2ème séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission technique et aérospatiale par M. Mendes Bota, rapporteur (Portugal, Groupe PPE/DC), Document 2094.

(ii) Considérant le rôle central de la recherche et technologie (R&T) et de la recherche et développement (R&D) pour le renforcement des capacités européennes de sécurité et de défense;

(iii) Constatant qu'en dépit des déclarations adoptées dans ce sens, les engagements pris par les Etats membres de l'Union européenne depuis 2000 de porter la part du PIB européen consacrée à la RD&T à 3% par an n'ont toujours pas été tenus;

(iv) Considérant la crise économique qui affecte nombre d'Etats européens et

qui a des conséquences négatives pour les investissements dans la R&T de sécurité et de défense;

(v) Soulignant qu'au niveau national, la RD&T de sécurité et de défense est une priorité stratégique et qu'elle a des conséquences directes pour l'autonomie et la souveraineté politiques, économiques et militaires;

(vi) Considérant, de ce fait, que la responsabilité principale en la matière incombe aux Etats;

(vii) Constatant toutefois que dans un contexte de croissance économique faible, les coûts élevés de la RD&T de sécurité et de défense limitent la portée de l'action étatique nationale, ce qui appelle le développement de la coopération intergouvernementale autour de projets communs;

(viii) Constatant cependant que le niveau de la coopération existante est insuffisant par rapport aux besoins en matière de sécurité et de capacités militaires définis dans les déclarations européennes sur la sécurité intérieure dans l'espace de l'Union européenne et sur la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne (PSDC);

(ix) Considérant que la coopération entre les Etats européens et entre les entreprises européennes du secteur est indispensable pour atténuer les effets des restrictions budgétaires nationales;

(x) Considérant le rôle complémentaire important de l'Union européenne en matière de R&T et de R&D de sécurité notamment, à travers le Chapitre « Sécurité » du 7e Programme-cadre de recherche et développement technologique de la Commission européenne (PCRD);

(xi) Considérant le rôle de l'Agence européenne de défense pour promouvoir la coopération entre les Etats membres participants en matière de R&T et de R&D de défense;

(xii) Considérant que dans certains domaines, la R&T de sécurité et la R&T de défense poursuivent des objectifs similai-

res, par exemple en ce qui concerne la protection contre les engins explosifs improvisés, l'utilisation des aéronefs sans pilote pour des missions d'observation, les réseaux de communications cryptés et la cyberdéfense;

(xiii) Considérant de ce fait qu'il est souhaitable de préparer l'introduction d'un Chapitre « Défense » dans le 8e PCRD pour la période 2014-2020 afin d'améliorer la coopération et de tirer profit des synergies entre R&T de sécurité et R&T de défense;

(xiv) Considérant, au vu des spécificités et du caractère intergouvernemental de la PSDC, que le financement et le contrôle de ce chapitre devraient relever de la responsabilité de l'Agence européenne de défense – avec des contributions des Etats membres participants – en coordination et coopération avec la Commission européenne pour la partie financée par des fonds communautaires;

(xv) Considérant, dans le contexte économique actuel qui induit un ralentissement des investissements en matière de capacités de défense, que le maintien d'un effort soutenu de R&T et de R&D de sécurité et de défense est indispensable pour:

- préserver les acquis technologiques européens dans ce domaine;
- renforcer la compétitivité des entreprises européennes du secteur;
- garder des emplois et du savoir-faire spécialisé et,
- garantir l'autonomie opérationnelle européenne en la matière;

(xvi) Considérant que la réussite des efforts européens en matière de R&T et de R&D de sécurité et de défense nécessite le soutien des opinions publiques en faveur des efforts budgétaires dans ces domaines, ce qui implique aussi l'engagement actif des parlements nationaux dans le suivi de ces questions,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE, EN TANT QUE MEMBRES DE L'OTAN ET DE L'UNION EUROPÉENNE, À:

1. Coopérer davantage en matière de projets et programmes de recherche et de développement technologique de sécurité et de défense;

2. Maintenir les investissements en matière de R&T et de R&D de sécurité et de défense à un niveau adéquat pour préserver l'autonomie opérationnelle européenne, la compétitivité des industries du secteur et les emplois et le savoir-faire qualifiés;

3. Développer les capacités de R&T de l'Agence européenne de défense en consentant un effort budgétaire accru, pour compenser par la coopération les réductions décidées au niveau national;

4. Elargir, quand cela est opportun et utile, la coopération européenne en matière de sécurité et de défense à d'autres Etats possédant des capacités reconnues dans ces domaines, notamment les alliés et partenaires tels que les Etats-Unis, le Canada, Israël et la Russie;

5. Préparer un Chapitre « Défense » pour le 8e PCRD, 2014-2020, avec un financement mixte entre les Etats membres et la Commission européenne, sous la supervision de l'Agence européenne de défense en coordination avec la Commission;

6. Veiller, lors des prochaines discussions sur le budget de l'Union, à maintenir les investissements en matière de R&T et de R&D communautaires à un niveau élevé pour préserver et développer la capacité européenne d'innovation technologique dans le monde.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 866 ⁽¹⁾Sulla ricerca in materia di sicurezza nell'Unione europea: valutazione del VII Programma quadro ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) ricordando la raccomandazione 782 del 21 giugno 2006 sulla ricerca in materia di sicurezza in Europa, nella quale si afferma che la ricerca e lo sviluppo tecnologico (RTD) sono due fattori determinanti per la crescita economica nazionale ed europea;

(ii) considerando il ruolo cardine della ricerca e della tecnologia (R&T) e della ricerca e sviluppo (R&D) nel rafforzamento delle capacità di difesa e sicurezza europee;

(iii) osservando che, nonostante le dichiarazioni al riguardo, gli impegni assunti dagli Stati membri dell'Unione europea dal 2000 a questa parte per innalzare al 3% annuo la quota di PIL europeo destinata alla ricerca e sviluppo tecnologico non sono stati ancora onorati;

(iv) considerando la crisi economica che investe molti Stati europei e si sta ripercuotendo negativamente sugli investimenti in ricerca e tecnologia per la sicurezza e la difesa;

(v) sottolineando che la ricerca e lo sviluppo tecnologico per la sicurezza e la difesa costituiscono una priorità strategica a livello nazionale e hanno conseguenze dirette sull'autonomia e sovranità politica, economica e militare;

(vi) considerando, pertanto, che la responsabilità primaria di questo settore spetta agli Stati;

(vii) osservando, tuttavia, che in un contesto di crescita economica modesta, l'alto costo della ricerca e sviluppo tecnologico per la sicurezza e la difesa limita la portata delle iniziative intraprese dai governi nazionali, evidenziando la necessità di sviluppare una cooperazione intergovernativa fondata su progetti comuni;

(viii) osservando, nondimeno, che gli attuali livelli di cooperazione sono insufficienti a soddisfare i requisiti di capacità militari e di sicurezza enunciati nelle dichiarazioni europee sulla sicurezza interna dell'Unione europea e sulla Politica di sicurezza e difesa comune (PSDC) dell'Unione europea;

(ix) considerando che la cooperazione tra gli Stati europei e le imprese europee del settore è essenziale per far fronte agli effetti dei tagli nei bilanci nazionali;

(x) considerando il decisivo ruolo complementare dell'Unione europea nei campi della R&T e della R&D, specie nel settore della sicurezza, per mezzo del

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea il 1° dicembre 2010 in seconda seduta.

⁽²⁾ Memorandum esplicativo: vedasi la relazione presentata a nome della Commissione tecnologica e aerospaziale dall'On. José Mendes Bota (Portogallo, Gruppo del Partito popolare europeo/democratico cristiano), Relatore, Doc. 2094.

capitolo sulla sicurezza del VII Programma quadro per la ricerca e lo sviluppo tecnologico (FP7);

(*xvi*) considerando il ruolo dell'Agenzia europea per la difesa nel promuovere la cooperazione tra gli Stati membri partecipanti nei campi della R&T e della R&D per la difesa;

(*xvii*) considerando che, in taluni settori, la ricerca e tecnologia per la sicurezza e la ricerca e la tecnologia per la difesa perseguono obiettivi simili, ad esempio per quanto attiene alla protezione da ordigni esplosivi improvvisati, all'uso di aeromobili a pilotaggio remoto per missioni di osservazione, alle reti di comunicazione criptata e alla difesa cibernetica;

(*xviii*) considerando, quindi, auspicabile prepararsi all'introduzione di un capitolo sulla difesa nell'VIII Programma quadro (FP8) per il 2014-2020, al fine di migliorare la cooperazione e sfruttare le sinergie tra la R&T per la sicurezza e la R&T per la difesa;

(*xix*) considerando che, data la specificità e la natura intergovernativa della PSDC, la responsabilità per il finanziamento e la supervisione di questo capitolo deve andare all'Agenzia europea per la difesa — con i contributi degli Stati membri partecipanti — in coordinamento e cooperazione con la Commissione europea per le parti finanziate con fondi comunitari;

(*xx*) considerando che, nell'attuale clima economico che ha rallentato gli investimenti nelle capacità di difesa, è essenziale continuare a adoperarsi intensamente nei campi della ricerca e tecnologia e della ricerca e sviluppo per la sicurezza e la difesa al fine di:

- preservare le conoscenze tecnologiche europee in questo settore;

- rendere più competitive le imprese europee del settore;

- mantenere posti di lavoro e competenze;

- assicurare l'autonomia operativa dell'Europa;

(*xxi*) considerando che, per far sì che gli sforzi di R&T e R&D per la sicurezza e la difesa europee abbiano successo, bisogna che anche il vasto pubblico appoggi i finanziamenti in tali campi, il che a sua volta richiede un impegno attivo da parte dei Parlamenti nazionali nel seguire l'andamento del settore,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO D'INVITARE GLI STATI MEMBRI DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE, IN QUANTO MEMBRI DELLA NATO E DELL'UNIONE EUROPEA, A:

1. cooperare maggiormente su progetti e programmi di ricerca e sviluppo tecnologico per la sicurezza e la difesa;

2. mantenere adeguati livelli d'investimento nei settori della R&T e della R&D per la sicurezza e la difesa, così da preservare l'autonomia operativa europea, la competitività dell'industria del settore e le competenze e i posti di lavoro specializzati;

3. accrescere la capacità dell'Agenzia europea per la difesa di agire nel settore della ricerca e sviluppo erogandole maggiori finanziamenti al fine di compensare, attraverso la cooperazione, i tagli decisi a livello nazionale;

4. estendere, ove sia utile e opportuno, la cooperazione in materia di sicurezza e difesa europea ad altri Stati dalle riconosciute capacità in tali ambiti, e segnatamente ad alleati e partner come gli Stati Uniti, il Canada, Israele e la Russia;

5. predisporre un capitolo sulla difesa per il FP8 2014-2020, con finanziamenti misti degli Stati membri e della Commissione europea, sotto la supervisione dell'Agenzia europea per la difesa in coordinamento con la Commissione;

6. garantire, durante le prossime discussioni sul bilancio dell'Unione, che gli investimenti comunitari in ricerca e tecnologia e in ricerca e sviluppo siano mantenuti a un livello alto al fine di preservare e sviluppare la capacità d'innovazione tecnologica dell'Europa nel mondo.